

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Gabon-Vatican: Ali Bongo Ondimba exhorte Éric Chesnel à œuvrer au renforcement de la coopération

LE nouvel ambassadeur de notre pays près le Saint-Siège a été reçu par le chef de l'État hier, au palais de la présidence de la République. Occasion pour les deux hommes d'aborder l'état des relations entre ces deux États. De même, le numéro un gabonais a échangé avec le représentant du Fonds monétaire international (FMI) dans notre pays.

ONDOUBA'NTSIBAH
Libreville/Gabon

L'AGENDA du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, hier, prévoyait un entretien accordé au nouvel ambassadeur du Gabon près le Saint-Siège (Vatican), Éric Chesnel. Au palais du bord de mer, en présence de la Première ministre, Rose Christiane Ossouka Raponda, et de plusieurs collaborateurs du président de la République. Entre autres, le secrétaire général de ladite institution, Jean-Yves Teale.

Au cours de leurs échanges, le chef de la mission diplomatique gabonaise au Vatican a fait le compte-rendu au président de la République de sa rencontre avec le Pape François le 12 juin dernier, à l'occasion de la présentation à ce dernier de ses lettres de créance. Ce d'autant plus qu'à cette occasion, Éric Chesnel et le Pape François avaient évoqué l'état de la coopération entre le Gabon et le Saint-Siège. Une relation vieille de plusieurs dé-

cennies. Le numéro un gabonais a saisi cette opportunité pour exhorter son interlocuteur à œuvrer davantage au renforcement de la coopération entre le Gabon et le Saint-Siège.

Sur un tout autre plan, avant son entretien avec Éric Chesnel, le chef de l'État a reçu en audience le représentant du Fonds monétaire international (FMI) au Gabon, Marcos Poplawski Ribeiro. Étaient présents à cette rencontre, outre la cheffe du gouvernement, la ministre de l'Économie, Nicole Roboty-Mbouet, plusieurs des collaborateurs du président. Cette rencontre a permis à Ali Bongo Ondimba et ses interlocuteurs d'aborder le nouvel accord que notre pays vient de conclure avec le FMI. Lequel engage l'institution de Bretton Woods à accorder au Gabon un appui de 305 milliards de F CFA. Un financement indispensable à la relance de l'économie, ainsi qu'à la lutte contre la Covid-19 dans notre pays.

Marcos Poplawski Ribeiro a saisi cette opportunité pour féliciter



L'ambassadeur du Gabon près le Saint-Siège, Eric Chesnel, échangeant avec le chef de l'Etat.

le numéro un gabonais en raison de son engagement dans la lutte contre les changements climatiques d'une part, et les violences faites aux femmes d'autre part. À noter qu'au terme des

échanges avec le représentant du Fonds monétaire international au Gabon, le président de la République a instruit, une nouvelle fois, la Première ministre Rose Christiane Ossouka Raponda

à l'effet de travailler de plus en plus à la mise en œuvre du Plan d'accélération de la transformation (PAT). Lequel PAT, soutient-on au gouvernement, vise le bien-être des Gabonais.

Miroir du gouvernement

Vivement la task force sur la réforme foncière !

DIFFICILE de ne pas se réjouir à l'idée de la tenue prochaine d'une task force sur la réforme foncière. Le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, Olivier Abel Nang Ekomiye, l'avait clairement signifié le 19 juillet dernier, lors de son passage à l'émission télévisée "Face à vous", chez nos confrères de Gabon 24. Des assises qui, avait-il laissé entendre, devraient "permettre de résoudre une bonne partie des litiges qui minent le foncier".

Une ambition d'autant plus louable que de manière directe ou indirecte, tout citoyen, ou presque, désirant acquérir un lopin de terre, a été confronté à la dure et déplorable réalité qui entoure le foncier dans notre pays. Entre les dispositions légales méconnues du grand public, les indivi-

lus se déclarant propriétaires des terrains ancestraux, les difficultés liées à l'obtention d'un titre foncier et les expatriés devenus vendeurs de lopins de terre dans certaines localités du pays, etc., il y a urgence à réformer le foncier dans notre pays avant que la situation ne devienne véritablement inextricable et explosive. Surtout que d'aucuns, à tort ou à raison, ont le sentiment qu'actuellement, c'est la raison du plus fort qui prévaut beaucoup trop souvent en matière de règlement de litiges fonciers.

Comment en est-on arrivé là ? Les participants à la task force devraient probablement apporter une réponse à cette question. Mais une chose paraît évidente : l'État, propriétaire des terres, semble avoir cédé du terrain face

à certains intérêts. Dans tous les cas, les attentes autour de cette grand-messe à venir sont nombreuses. Reste à espérer que les participants abordent, en toute sérénité et objectivité, tous les problèmes liés au foncier. Ce qui est loin d'être une tâche aisée.

Comme on le voit, le défi est de taille. Car, en filigrane, l'objectif est d'assainir un secteur en dotant notre pays des textes suffisamment pertinents en tenant compte des enjeux de l'heure. Gageons que les participants à la task force sur la réforme foncière iront au bout de cette logique. Mais ça, c'est une tout autre histoire. Attendons voir.

J.KOMBILE MOUSSAVOU